

Je repète les propos du ministre de l'Agriculture (M. Wise) qui a dit, au cours d'un débat à la Chambre la semaine dernière, que le gouvernement ne craint pas de comparer ses mesures agricoles, dont certains programmes destinés aux agriculteurs de l'Ouest, avec celles de n'importe lequel de ses prédécesseurs. Je mets n'importe qui au défi de faire une telle comparaison en toute objectivité. Les initiatives et l'argent dépensé parlent d'eux-mêmes.

Pour commencer, il serait bon que tous les députés examinent les origines des problèmes que connaissent les agriculteurs de l'Ouest. Ces problèmes ne sont pas simples et les solutions non plus. Il faut d'abord reconnaître que depuis deux décennies les agriculteurs, en employant de nouvelles techniques, ont fait de grands progrès. Nos producteurs de grains sont devenus plus efficaces et plus productifs. Tout cela est positif, mais n'est pas exempt de conséquences. Beaucoup d'agriculteurs de l'Ouest ont des dettes plusieurs fois supérieures à celles qu'ils avaient 15 ans plus tôt. Dans une certaine mesure, le gouvernement est responsable de cet état de choses. Le crédit d'impôt à l'investissement, une initiative libérale malheureuse, a encouragé beaucoup d'agriculteurs à s'endetter massivement pour acheter de la machinerie et du matériel coûteux. Le prix de la terre était élevé en raison en partie, je regrette de dire cela mais c'est vrai, du *Land Bank Program* (banque de terres) du gouvernement provincial néo-démocrate de l'époque, un gouvernement qui a utilisé l'argent des impôts des jeunes agriculteurs pour faire monter le prix des terres, une affaire regrettable.

**M. Althouse:** C'était inférieur au marché.

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek):** L'augmentation de l'endettement s'est surtout produite dans les années 1970, lorsque les agriculteurs ont emprunté massivement pour acheter du matériel et des terres afin d'augmenter leur production. Cette expansion a laissé de nombreux agriculteurs avec des paiements mensuels très élevés pour le service de leur dette.

Les taux d'intérêt du début des années 1980 continuent à hanter bien des agriculteurs qui essaient de récupérer. De plus, la valeur des terres a chuté, diminuant la valeur des investissements et rendant très difficile l'emprunt de capitaux d'exploitation. Tous ces facteurs influent sur les revenus agricoles. Naturellement, il n'y a pas un programme qui puisse résoudre tous ces problèmes. Le marché international a également une influence prépondérante, probablement la plus forte de toutes pour les producteurs de grains de l'Ouest. Certains de nos clients traditionnels sont devenus des exportateurs nets. Il y a des surplus dans le monde entier. Certains pays essaient de s'en débarrasser en offrant d'énormes subventions à l'exportation. Les exemples les plus criants sont la Communauté économique européenne et les États-Unis. Ces subventions ont conduit à un effondrement des prix et nos agriculteurs sont malheureusement les victimes de cette guerre commerciale.

### *Les subsides*

Le gouvernement fédéral estime que ces influences internationales doivent être combattues au niveau international. C'est ce que nous faisons, de manière très vigoureuse, en toute priorité. Je ne serais pas complet si je ne mentionnais les efforts du ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) qui a contribué à réunir les représentants des pays exportateurs de grains pour essayer de ramener un peu d'ordre sur les marchés internationaux du blé.

Signalons que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et la ministre du Commerce extérieur ont réussi, pour la première fois, à inclure l'agriculture dans les questions prioritaires qui seront examinées lors des prochains pourparlers du GATT, en Uruguay. Le gouvernement sait que nous ne pourrions pas régler les problèmes internationaux du jour au lendemain. Nous savons également que les difficultés des cultivateurs de l'Ouest résultent d'un grand nombre de facteurs. C'est pourquoi nous devons examiner des solutions sous plusieurs angles et c'est exactement ce que nous faisons.

Notre gouvernement a instauré un programme spécial pour les grains qui dépasse tout ce que tous les autres gouvernements avaient fait jusqu'ici. Ce programme montre bien qu'il comprend les difficultés de nos producteurs. Grâce à ce programme spécial, environ 200 000 producteurs de céréales et d'oléagineux obtiendront directement un milliard de dollars en espèces cette année. La part qui revient aux producteurs de ma province, la Saskatchewan, dépasse 400 millions de dollars. Cette année, le revenu agricole net devait atteindre 400 millions en Saskatchewan. D'un trait de plume, notre gouvernement a réussi à le doubler. Je suis déçu de voir que certains représentants de la région de l'Ouest ont la témérité de reprocher à notre gouvernement de ne pas avoir remédié aux difficultés du secteur agricole.

Le programme spécial pour les grains vise spécialement à compenser la baisse du prix du grain causée par les subventions massives à l'exportation dont bénéficient les producteurs de la Communauté économique européenne et des États-Unis. En collaboration avec les dirigeants et les organisations agricoles, y compris les syndicats des Prairies et une trentaine d'autres, le gouvernement a mis en place un programme juste et équitable pour répartir ce milliard de dollars entre les producteurs de grain. Je tiens à souligner que les producteurs de l'Ouest obtiendront environ 84 p. 100 de cette somme. En fait, environ 140 000 chèques d'une valeur totale d'un quart de milliard de dollars ont été envoyés aux détenteurs de permis de la Commission canadienne du blé, en janvier et en février. Nous nous attendons à ce qu'environ 600 millions sur les 700 millions restants soient versés aux cultivateurs de l'Ouest. C'est en grande partie grâce à ce programme spécial que les paiements que les producteurs de grain recevront, en 1987, dans le cadre des programmes fédéraux seront plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été.